



5161, rue George
Royal Centre, bureau 400
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 1M7

Vérificatrice générale de la Nouvelle-Écosse

VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE – La COVID-19 a eu un impact considérable sur la santé financière de la Nouvelle-Écosse en 2020-2021

Publication le 7 décembre 2021 – La Province a augmenté ses emprunts de 1,1 milliard de dollars l'année dernière afin de couvrir les dépenses en capital et les dépenses d'urgence qui ont été nécessaires en raison de l'impact considérable de la COVID-19 sur l'économie et les finances de la Nouvelle-Écosse.

Dans son rapport financier de décembre, la vérificatrice générale signale que simultanément, les recettes de la Province se chiffraient à 505 millions de dollars de moins que le budget en raison de la réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises et des recettes de la taxe de vente harmonisée.

« Le rapport fait le suivi des tendances sur une période de cinq ans, et nous avons remarqué que plusieurs des indicateurs financiers clés se sont soudainement détériorés en 2020-2021 », affirme la vérificatrice générale Kim Adair.

Le gouvernement provincial a affiché son premier déficit en cinq ans. Le produit intérieur brut (PIB), qui est une mesure clé de l'activité économique d'une année à l'autre, est en baisse, et la pandémie a également effacé les progrès accomplis dans le ratio de la dette nette au PIB de la Province.

Ce ratio, qui sert à évaluer la capacité de la Province de s'acquitter de ses obligations financières, a diminué au cours des quatre dernières années, mais a augmenté en 2020-2021. Le ratio réel de la dette nette au PIB a augmenté à 36 % en 2020-21, soit le même pourcentage qu'en 2016-2017.

Malgré les défis posés par la pandémie et une élection provinciale en août, la Province a été en mesure de publier des états financiers fiables pour l'exercice 2020-2021. Les états financiers ont reçu une opinion sans réserve de la vérificatrice générale pour la 21^e année consécutive.

« La Province et les autres organismes gouvernementaux ont été en mesure de s'adapter et de fournir leurs états financiers en temps opportun », affirme M^{me} Adair.

Dans son rapport indépendant, la vérificatrice générale a soulevé pour la deuxième fois des enjeux clés, y compris les dettes liées aux sites contaminés tels que le nettoyage de Boat Harbour. Il s'agit d'enjeux qui sont complexes, auxquels est lié un niveau élevé d'incertitude ou qui sont importants pour le public. La dette liée au nettoyage des sites contaminés a subi une croissance considérable au cours des cinq dernières années, et cette année il s'agit de 413 millions de dollars.

Bien que les états financiers soient fiables et que de nombreux processus fonctionnent bien, de considérables faiblesses de contrôle sous-jacentes doivent être corrigées dans deux ministères et sept organismes du gouvernement.

Certaines faiblesses ont été signalées auparavant et devraient être abordées en temps opportun.



« Plus il faut de temps pour corriger une faiblesse considérable de contrôle interne, plus le risque d'états financiers incorrects est élevé en raison de fraude, d'erreurs ou d'abus d'actifs », affirme M^{me} Adair.

Le rapport financier de décembre 2021 inclut un chapitre portant sur l'impact financier de la COVID-19 afin d'informer les gens de la Nouvelle-Écosse des initiatives en matière de dépenses du gouvernement et de l'impact de la pandémie sur les recettes fiscales.

La Province avait initialement prévu un surplus de 55 millions de dollars dans son budget, mais en réalité elle a essuyé un déficit de 342 millions de dollars en 2020-2021.

Dans ce rapport d'information, la vérificatrice générale ne fait aucun commentaire sur les décisions, les choix politiques ou l'efficacité de l'intervention de la Province face à la pandémie de COVID-19.

L'augmentation significative de la dette nette et du ratio de la dette nette au PIB se comprend étant donné l'impact de la pandémie et la nécessité d'une intervention gouvernementale pour aborder des besoins spécifiques à court terme et pour gérer l'impact sur l'économie de la province.

Elle met également en évidence la nécessité d'un plan de relance économique provinciale à long terme.

Plusieurs provinces, y compris l'Alberta, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick, ont publié leurs plans de relance qui incluent des stratégies de création d'emplois, d'augmentation des investissements et de lancement de nouvelles initiatives pour renforcer la résilience de leurs provinces.

La pandémie mondiale a également augmenté les risques liés à la cybersécurité dans la province en raison de la demande accrue d'accès au réseau à l'extérieur du gouvernement pour le télétravail.

La vérificatrice générale remarque que la Province n'a pas encore mis au point les règlements qui régissent la cybersécurité et n'a pas non plus établi un programme de formation pangouvernemental pour tous les utilisateurs des TI.

« Chaque utilisateur du réseau de la Province doit bien comprendre les menaces potentielles à la cybersécurité et les politiques en matière de cybersécurité qui sont en place pour protéger le réseau contre ces risques. Cela est d'autant plus vrai compte tenu de la situation en cours à Terre-Neuve-et-Labrador, qui a touché des milliers de patients et d'employés des hôpitaux du système provincial de soins de santé. »

Le rapport, un résumé, ainsi qu'une vidéo des faits saillants peuvent être consultés sur le site Web de la vérificatrice générale au <https://www.oag-ns.ca>.

Afin de réduire l'utilisation des ressources, le rapport est seulement disponible en format électronique.

Renseignements :

Amy Pugsley Fraser, gestionnaire des communications
902-943-2026 Amy.PugsleyFraser@novascotia.ca